

INTERVENTION DE DANIEL DUBOIS
Président du groupe Centre et Indépendants
BUDGET PRIMITIF 2012
Ouverture du 5 décembre 2011

Monsieur le Président, Mes Chers Collègues,

En préparant mon intervention, j'avais en tête certains de vos propos, monsieur le président, en particulier celui de « rigueur offensive » que vous utilisez pour qualifier votre projet de budget pour 2012.

A contre-courant de l'époque que nous vivons, votre projet n'a de rigueur que le nom et d'offensif que l'apparence. En fait, vous avez fait des choix dramatiques pour certains, des choix discutables pour d'autres et encore, quand vous avez fait des choix.

Des choix dramatiques tout d'abord.

Je pense à cet instant aux habitants de la Somme. Au moment monsieur le président, où vous avez pris une « décision stratégique » pour leur avenir, je veux parler de leur donner un nom, vous auriez dus proposer « Assommés » plutôt que de les appeler « Samariens » ou « Samarois ».

Car les mesures annoncées dans ce projet de budget sont un véritable « assommoir » pour tous les habitants de notre département, pour toutes les forces vives de la Somme.

Vous pourrez toujours leur dire que c'est de la faute du gouvernement qui ne vous donne pas les moyens nécessaires pour dépenser toujours plus, mais, comme tous les Français, les habitants de la Somme :

- Ont compris que la crise économique est mondiale, pas franco-française.
- Ils ont compris que la hausse du chômage est partout présente dans les pays développés et pas seulement en France.
- Ils ont compris qu'à force d'emprunter, il fallait un jour rembourser et que la situation était difficile pour tout le monde.
- Ils ont compris qu'il faudrait se serrer la ceinture, réduire les dépenses publiques pour maintenir le pouvoir d'achat, sauver les retraites et la sécurité sociale.

Et vous, monsieur le président, que proposez vous aux habitants de la Somme : **plus de dépenses et plus d'impôts.**

Vous êtes à contre-courant de l'époque que nous vivons, enfermé dans quelques certitudes d'une pensée économique d'un autre âge, persuadé que de dépenser plus vous rendra plus populaire, sûr que de beaux discours politiques qui laissent rêveur, valent mieux que d'affronter la réalité. Très sincèrement, monsieur le président, je vous plains, le réveil sera brutal.

Car finalement, quelles sont les principales mesures que vous nous proposez ?

D'abord, assommer un peu plus les habitants de la Somme avec **une hausse des impôts fonciers.**

Que de chemin parcouru en cinq semaines. Souvenons de notre réunion, mes chers collègues, le 24 octobre.

Nous étions dans un simulacre de débat d'orientation budgétaire. Vous nous annonciez une hausse du produit fiscal de 3,5%. A force de questions, vous nous avez avoué que vous réfléchissiez à une petite hausse des taux.

5 semaines plus tard, le couperet est tombé.

Ce n'est pas 3,5% de plus, c'est 9,5% de plus !

Et d'un autre côté, vous augmentez les dépenses de la section de fonctionnement de 6%.

Alors de grâce, monsieur le président, ne parlez pas de « rigueur offensive ». Vous devriez plutôt dire « matraquage fiscal ». Les petits propriétaires pauvres, une large majorité dans la Somme, vont finir par se révolter.

Je me demande vraiment ce qui a bien pu se passer en cinq semaines pour que vous en arriviez là. Est-ce la découverte que certaines dépenses sociales étaient volontairement sous-estimées ? Ou est-ce la certitude que vos amis de la Région vous abandonnent ? Sans doute les deux ! Je reviendrai sur ces deux points.

Après les impôts, les parents d'élèves vont eux aussi avoir un réveil difficile. Je veux parler de **la hausse de 33% de la participation aux transports scolaires** et je ne veux pas vous rappeler **la hausse de leur frais de cantine** si leurs enfants sont au collège.

Encore une fois, il y a cinq semaines, vous aviez avoué à force de questions que cela vous démangeait depuis longtemps, de faire payer plus les transports scolaires.

Mais nous pensons que vous vous voulez aller plus loin, c'est de faire payer toutes les familles au transport scolaire. D'autres départements le font comme la Seine Maritime. C'est sans doute la prochaine mauvaise nouvelle que vous nous annoncerez dans quelques mois.

Après la hausse des recettes, la baisse aveugle de certaines dépenses stratégiques.

- Encore une fois, vous baissez de 14 % le budget consacré à l'aide aux très petites entreprises. Ces artisans et commerçants qui se battent chaque jour dans nos villes et nos villages pour développer leur petite entreprise et recruter des jeunes en apprentissage ! Ces entreprises qui ne se délocalisent pas !
- Encore une fois, vous baissez de 15 % le budget de nos interventions en matière agricole. Ces agriculteurs qui nous nourrissent, font la richesse historique de notre département et qui sont parmi les meilleurs d'Europe ! Ces agriculteurs qui ne se délocalisent pas non plus !
- Encore une fois, vous baissez de 20% les investissements sur nos routes. Curieuse conception de l'entretien d'un élément essentiel pour toutes celles et tous ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour aller travailler, emmener les enfants à l'école, venir en aide aux personnes âgées. Je vous rappelle que c'est une compétence obligatoire et que la sécurité routière est une priorité !
- Encore une fois, vous baissez de 17% les crédits consacrés à l'entretien et à la modernisation des 50 collèges publics de la Somme. C'est bien de développer le numérique pour la réussite des collégiens, ce n'est pas moi qui dirais le contraire. Mais c'est mieux si nos enfants peuvent étudier dans des locaux adaptés ! Là encore, je vous rappelle que c'est une compétence obligatoire.

- Encore une fois, vous baissez les actions d'insertion de 2 millions d'euros, près d'un tiers du budget pour cette compétence obligatoire ! Ce n'est pas ainsi que vous allez aider les chômeurs à retrouver le chemin de l'emploi !
- Et je ne parlerai pas de la nouvelle baisse de 5% pour les associations culturelles dont l'action est pourtant essentielle.

Toutes ces baisses concernent très directement la vie quotidienne des habitants et l'avenir dans notre département. Vous avez décidé de ne plus y penser.

Après la baisse aveugle de certaines dépenses, **une nouvelle rigueur s'annonce pour l'aide à nos 782 communes.**

Certes, vous maintenez les autorisations programmes pour les subventions aux petites communes, les projets de communautés de communes ou pour les opérations immobilières.

- Mais vous oubliez de dire que vous supprimez 5 millions d'autorisation de programme pour le développement durable et les catastrophes naturelles. C'est vrai que ces actions que vous avez initiées en 2008, n'ont pas eu un franc succès. Il faut dire que c'était un peu compliqué de déposer un dossier.

Le plus important, à nos yeux, est ailleurs.

- Vous allez imposer de nouvelles contraintes aux collectivités qui sollicitent notre aide pour aménager leur village ou certains quartiers.

- Finie la souplesse, bienvenue dans un monde technocratique ! Pour des petits travaux dans un logement communal, plus question de se contenter d'un artisan, il faudra faire appel à des spécialistes des mesures d'économie d'énergie. Leurs honoraires vont coûter deux fois ou trois fois plus chers que la subvention.
- Et je ne parle de cette vision des contrats avec les territoires qui se limite aux communautés de communes sans tenir compte de la répartition des compétences avec les communes. Elles aussi vont être pénalisées.
- Je ne parlerai pas non plus de l'annonce du retrait de notre collectivité dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

Au final, c'est plus de contraintes pour espérer donner moins de subventions pour l'aménagement de notre département. Après la décision de vos amis de la Région de ne plus donner d'aide en 2012 au titre du FRAPP, vous voici enfermé dans un exercice de style périlleux : dire que vous donnez autant en espérant donner moins. Ce n'est plus du partenariat, c'est l'annonce d'un retrait vis-à-vis des villes et des villages.

Et que dire de la baisse de la petite aide aux emplois sportifs et socio-culturels. De 5.500 €, vous nous proposez de passer à 4.500 €. Moins 18% ! Les communautés de communes, les communes et les associations apprécieront à juste titre votre « rigueur sélective ».

Après la hausse des recettes, la baisse de certaines dépenses, il y a des hausses et non des moindres.

L'une des plus importantes concerne sans doute **le revenu de solidarité active**. Plus 9 millions d'euros de budget, près de 13% de hausse. C'est vrai que le chômage augmente dans la Somme comme ailleurs en France ou encore en Europe. La crise mondiale est passée par là. Votre politique économique aussi. Ce qui nous surprend, c'est cette hausse de 13% alors que dans votre rapport¹, vous nous annoncez que le nombre d'allocataires augmente de 9%. D'où peut bien venir cet écart entre 9 et 13 % ? Nous avons une hypothèse, c'est celle que les crédits votés il y a un an, ont été volontairement sous-estimés !

Et cette hypothèse se vérifie dans un autre domaine, celui de **l'hébergement des personnes âgées**. Deux chiffres pour illustrer mon propos :

- Celui de l'aide sociale à l'hébergement : plus 30%
- Celui de l'APA en établissement : plus 31 %.

Et pour justifier ce chiffre, vous nous dites dans votre rapport que le nombre de bénéficiaires a augmenté de 5,7%². Comment expliquez vous cet écart entre 5,7% et 31 % ? Là encore, nous avons le sentiment que les crédits votés il y a un an ont été volontairement sous-estimés.

Et toutes ces sous-estimations se chiffrent en millions d'euros. Certes, cela vous a permis de ne pas augmenter les impôts à la veille des cantonales de mars dernier. Mais aujourd'hui, le réveil est douloureux.

¹ Page 137 du tome 1 : 15.500 – 14.188 allocataires, Estimation 2012 / décembre 2010

² Page 161 du tome 1 : 4.041 – 3.824 bénéficiaires, 30 septembre 2011 / 31 décembre 2010

Très sincèrement et j'ai envie de dire malheureusement, je pense que vous n'êtes pas au bout de vos peines, monsieur le président. A cause de nous ou grâce à nous, tout dépend du point de vue, vous avez été obligé de vous pencher sur les dépenses sociales, pas celles que vous affichez, les vraies dépenses, celle qui arrivent chaque jour en provenance des associations du social, et des établissements qui accueillent des personnes âgées, des enfants, des personnes souffrant de handicap. Ces vraies dépenses sont considérables, elles représentent la moitié du budget. A force de promesses, un jour la facture arrive. Et ce sont toujours les mêmes qui payent, les contribuables.

Par contre, il est un chiffre dans votre budget qui me surprend, c'est celui de **l'APA à domicile**. J'avais en tête que les associations d'aide à domicile tiraient la sonnette d'alarme. Elles estiment que notre collectivité ne leur donne pas assez pour accomplir leur mission malgré le passage au mode prestataire, malgré la promesse maintes fois répétée d'une tarification en échange de leur regroupement entre elles pour réduire les frais de structure.

Or, je constate que **votre budget prévoit une baisse de 3 millions 600 mille euros pour l'APA à domicile, moins 9%**³! Non seulement il n'y a pas plus pour satisfaire les demandes des associations, mais il y a beaucoup moins.

Alors de deux choses l'une : Soit les budgets de l'APA à domicile ont été sur-estimés depuis des années et nous avons peine à le croire, soit le budget de 2012 est volontairement sous-estimé, ce qui ne peut qu'accroître nos doutes sur la vérité des chiffres dans le domaine social.

³ Document comptable, page 29, chapitre 016, articles 62878 et 651141

Je laisse à chacun le soin de vérifier ces chiffres dans le document comptable, c'est édifiant ! Madame la vice-présidente à l'autonomie sera t'elle en mesure de nous apporter les précisions indispensables sur la vérité des chiffres ?

Enfin, il y a des propos qui me surprennent dans vos rapports, monsieur le président. Vous nous parlez « d'économie sur la gestion courante ».

Des réductions drastiques sur les moyens donnés à nos agents pour travailler sans doute. Mais pas pour tout le monde !

- Que penser de la hausse de 14 % des moyens donnés au syndicat mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard ? De celle de 7 % au centre permanent d'initiation à l'environnement ? Ou encore de la subvention de plus d'un million d'euros pour SAMARA ?
- Que penser de la création de dizaines de postes alors que nous n'avons plus de transfert de compétences ? Combien cela va t'il coûter à la collectivité à l'échelle de 40 années ? En un an, il y a déjà eu 43 recrutements.
- Que penser d'un nouveau gadget, je veux parler du club du plan climat énergie. Le mot « club » fait très britannique. Par contre la dépense de 25.000 €⁴ pour qu'il puisse se réunir une à deux fois par an est tout simplement insensée en cette période de rigueur.
- Que penser d'ailleurs de ce plan climat énergie, pavé de bonnes intentions pour protéger la planète et qui n'intègre aucun élément financier alors que c'est un aspect important pour justifier notre action.

⁴ Page 256 du tome 1 et action 30 page 194 du tome 2

- Que penser de votre choix de maintenir en ces temps de rigueur, d'aussi gros investissements le long du canal de la Somme pour faire du vélo et s'arrêter dans une maison éclusière. 7 millions d'euros pour faire 45 km de vélo route voie verte d'un côté, 6 millions d'euros de l'autre pour restaurer 6 maisons éclusières ! Même si nous sommes favorables à ce projet de développement est-ce bien le moment de dépenser de pareilles sommes !
- Enfin, que penser de l'absence totale de crédits pour le développement du très haut débit numérique. Pas la moindre autorisation de programme, pas le moindre crédit de paiement. Et dire que le schéma devait se mettre en œuvre en 2012. Il y a cinq semaines, nous avons considérés que le plan de financement devait être revu et pas seulement nous, c'était sur tous les bancs de cette assemblée. Mais j'ai eu deux confirmations :
 - D'abord celle que notre opérateur, Somme Numérique, avait approuvé le schéma sans tenir compte de nos observations. Il doit nous rendre des comptes !
 - Ensuite et c'est tout aussi grave, que vos amis de la Région refusaient de mettre le moindre euro dans ce grand projet pour l'avenir des habitants de la Somme.

Pour conclure, entre un coup d'assommoir sur les impôts des ménages et les contributions des parents d'élèves, entre la baisse de dépenses stratégiques et les hausses surprenantes de certaines dépenses sociales, entre une rigueur qui s'applique à certains et pas à d'autres, entre des choix discutables et d'autres qui disparaissent purement et simplement, nous avons le sentiment que ce budget est profondément « injuste pour les habitants », « mauvais pour notre territoire », et « d'une philosophie économique d'un autre temps ».